

sous-jacents et l'évolution rapide de la situation mondiale réelle. Ce serait terrible si les gouvernements adoptaient une série de positions négociées à des niveaux intermédiaires, positions qui risqueraient ensuite d'empêcher les dirigeants politiques du pays de franchir le pas décisif que le climat actuel serait susceptible de rendre possible.

Le Canada et d'autres pays ont peut-être montré des réserves quant à la stratégie indirecte ayant consisté à invoquer le Traité sur la limitation partielle des essais pour promouvoir une interdiction plus complète, mais cette option peut offrir des ouvertures valables si les participants clefs sont disposés à délaissier leurs rigides positions, dans le climat politique actuel. D'un point de vue plus général, comme le sondage d'opinion mené par l'Institut en octobre 1989 le révèle très clairement, la majorité de la population canadienne (59 p. 100) souhaite qu'Ottawa revendique une interdiction complète des essais, même si les États-Unis s'y opposent vigoureusement.<sup>3</sup> Comme les Canadiens et Canadiennes croient que la prolifération des armes nucléaires dans de petits pays représente la pire menace potentielle pour la paix mondiale, la politique actuelle d'Ottawa axée sur le gradualisme et la persuasion risque d'être très fortement contestée quand les essais nucléaires et la prolifération seront au coeur du débat public.

Si le mouvement politique actuel en faveur de la limitation des armements conserve sa vigueur et que les États-Unis redonnent à la prolifération tout l'intérêt qu'ils lui vouaient autrefois, il est concevable que Washington fasse un jour volte-face en épousant la cause de l'interdiction des essais; le Canada, et d'autres aussi, ne seraient plus dès lors que les défenseurs stupéfiés d'une position américaine abandonnée. D'un autre côté, si les États-Unis restent sur leur position et vont jusqu'à s'opposer aux résolutions édulcorées présentées par le Canada, Ottawa devra expliquer en des termes plausibles et clairs au peuple canadien et au reste du monde pourquoi un pas politique aussi vital vers le désarmement ne peut être franchi, en dépit du climat actuel si prometteur.

La prolifération des armes chimiques (dont on dit qu'elles sont les armes nucléaires des pays pauvres) présente un autre danger de plus en plus alarmant et immédiat, depuis que leur utilisation a été confirmée dans la guerre irano-irakienne en 1984 et 1988 et qu'une usine de fabrication de tels engins (l'installation faisait appel à des technologies ouest-allemandes et japonaises) a été découverte en Libye en 1988. Les négociations internationales sur l'interdiction des armes chimiques ont pris de la vigueur et une orientation, surtout depuis que 140 pays ont participé à la Conférence de Paris sur le sujet en janvier 1989.